
La population de la Tchécoslovaquie

Pierre George

Résumé

Le problème démographique se pose avec une acuité particulière en Tchécoslovaquie du fait de l'élimination des Allemands. La situation démographique entre les deux guerres était franchement mauvaise, sauf en pays slovaque. La crise économique s'est accompagnée d'une réduction sensible de la nuptialité et de la natalité. Dans la classe moyenne, et d'une manière générale en ville, la majeure partie des familles ne comptait qu'un enfant. Le rétablissement du plein emploi dès 1938, la volonté de maintenir une nation tchèque en face du pangermanisme vainqueur, aujourd'hui celle de vaincre les difficultés économiques dans le cadre d'une économie nouvelle ont stimulé, une reprise de la natalité ininterrompue jusqu'à présent. Le gouvernement pratique une politique d'encouragement vis-à-vis de la famille et cherche à provoquer le retour au pays du plus grand nombre possible de ses nationaux émigrés entre les deux guerres mondiales.

Citer ce document / Cite this document :

George Pierre. La population de la Tchécoslovaquie. In: Population, 2^e année, n°2, 1947. pp. 281-292;

doi : 10.2307/1523730

https://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1947_num_2_2_1772

Fichier pdf généré le 24/04/2018

LA POPULATION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

(ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE)

Le problème démographique se pose avec une acuité particulière en Tchécoslovaquie du fait de l'élimination des Allemands. La situation démographique entre les deux guerres était franchement mauvaise, sauf en pays slovaque. La crise économique s'est accompagnée d'une réduction sensible de la nuptialité et de la natalité. Dans la classe moyenne, et d'une manière générale en ville, la majeure partie des familles ne comptait qu'un enfant.

Le rétablissement du plein emploi dès 1938, la volonté de maintenir une nation tchèque en face du pangermanisme vainqueur, aujourd'hui celle de vaincre les difficultés économiques dans le cadre d'une économie nouvelle ont stimulé, une reprise de la natalité ininterrompue jusqu'à présent. Le gouvernement pratique une politique d'encouragement vis-à-vis de la famille et cherche à provoquer le retour au pays du plus grand nombre possible de ses nationaux émigrés entre les deux guerres mondiales.

Le problème de la population et de son dynamisme revêt dans la Tchécoslovaquie actuelle une importance toute particulière du fait que la constitution de la nouvelle République en Etat national par le transfert en Allemagne de 2.674.000 Allemands, constituant plus de 90 % des Allemands restant sur le territoire tchécoslovaque après la Libération, réduit la population à environ 11 millions et demi d'habitants pour 127.891 kilomètres carrés, — soit une densité moyenne de 90 habitants au kilomètre carré, — contre 14 millions et une densité de 109 en 1930, 14.618.000 et une densité de 114 en 1938. Les nécessités de la remise en état de l'économie, tant agricole qu'industrielle, exigent une mobilisation intense de la population en âge de travailler, un appel très insistant à l'entrée d'un plus grand nombre de femmes dans la production. Les perspectives de développement économique font prévoir le maintien de conditions d'emploi semblables à celles qui sont pré-

sentement réalisées de telle sorte que l'on peut parler de sous-peuplement en ce sens que la Tchécoslovaquie a besoin du travail d'une main-d'œuvre numériquement supérieure à celle qui est actuellement entrée dans la production et que les prévisions de son économie impliquent les moyens d'assurer à la fois plein emploi et haut niveau de vie à une population plus nombreuse.

1. L'état de la population. La répartition par âge, d'après les données du dénombrement de 1930, est expressive d'une population encore vigoureuse dans l'âge adulte, mais en crise de renouvellement. L'indice de vieillesse (nombre de personnes âgées de plus de 60 ans par rapport au nombre des enfants et jeunes gens de moins de 20 ans) est voisin de 30 (30,6). La période 1930-1940 a sérieusement aggravé la situation, puisque la tranche des moins de dix ans ne représentait plus en 1940 qu'un peu plus d'un million et demi d'individus contre près de 2 millions et demi en 1930 (fig. 1). A cette date, la population apparaît nettement en voie de vieillissement; l'indice de vieillesse passe à 38.

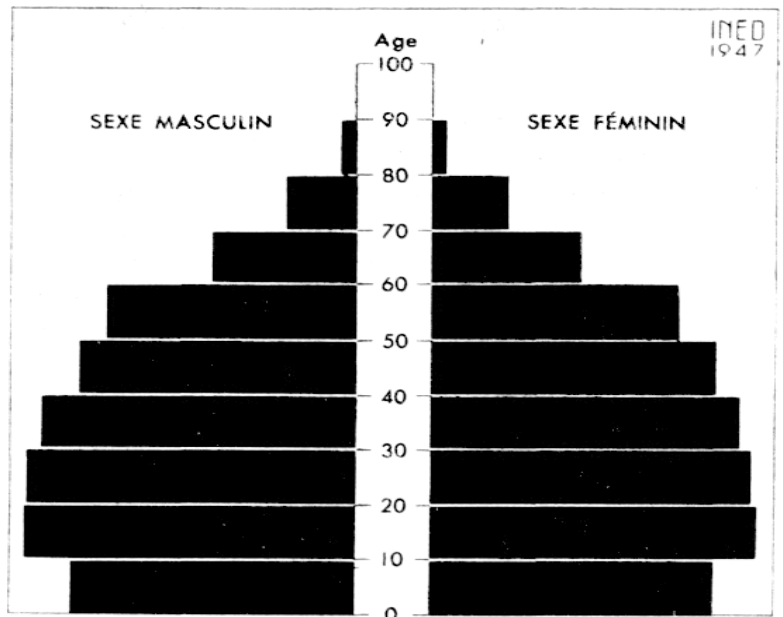


Fig. 1. — Pyramide des âges de la population de la Tchécoslovaquie en 1940.

La situation démographique est variable suivant les régions géographiques et administratives. En 1930, les moins de vingt ans représentaient 40,6 % de la population de la Bohême, mais dix ans plus tard, ce pourcentage s'abaissait à moins de 25 % avec une tranche de moins de 10 ans de 7,4 % seulement : 550.000 pour 7.400.000 habitants. La situation devenait franchement mauvaise avec un écart du simple au double entre les effectifs des tranches 0-10 et 10-20. La Moravie et la Silésie résistaient mieux au vieillissement avec un groupe d'enfants de moins de 10 ans de 450.000, soit 12 % contre 16 % aux jeunes gens de 10 à 20 ans. La Slovaquie n'échappait pas à un certain recul démographique, mais les moins de 20 ans représentaient encore 45 % de la population totale dont 17 % pour la tranche 0-10.

La situation de la Bohême s'apparente à celle des pays industrialisés de l'Europe occidentale et le pourcentage des tranches de jeunes n'est pas très éloigné de ceux de l'Angleterre ou même de

la France. La Slovaquie, au contraire, malgré une sérieuse régression, ressemble encore de très près aux pays d'Europe orientale.

2. Le mouvement de la population entre les deux guerres mondiales.

L'aggravation de la situation démographique tchécoslovaque telle qu'elle ressort de l'étude de l'état de la population en 1930 et en 1940 s'éclaire à la lumière des données relatives au mouvement de la population. Les taux de natalité pour l'ensemble de la Tchécoslovaquie ont régulièrement baissé dans l'intervalle entre les deux guerres.

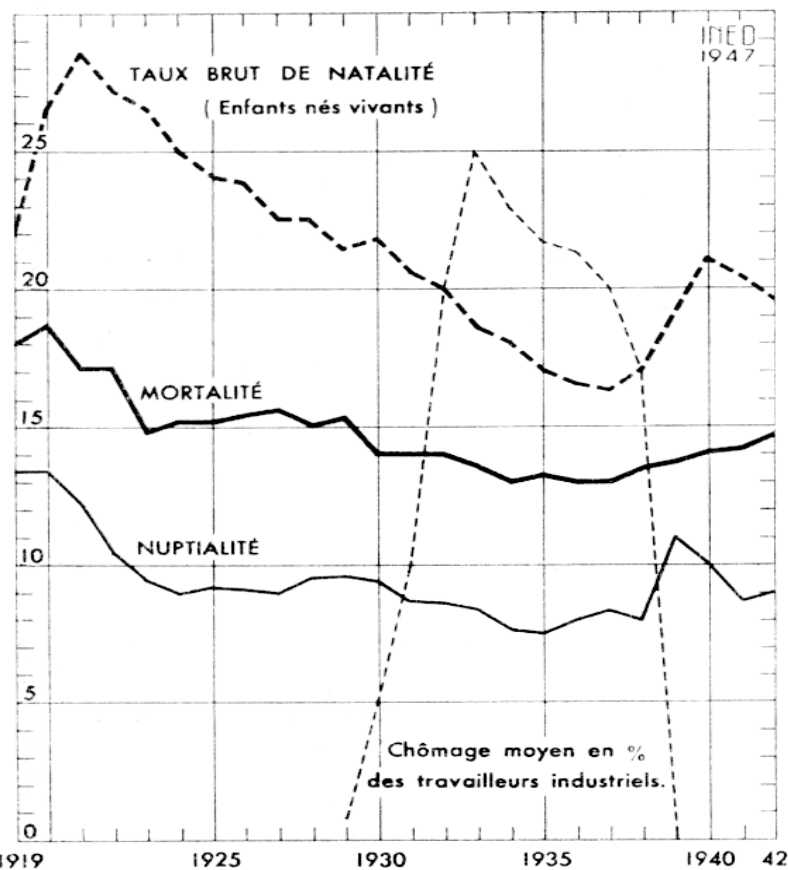


Fig. 2. — Nuptialité, natalité, chômage, mortalité ; 1919-1942.

de la Tchécoslovaquie, les taux de natalité ont baissé à partir d'un maximum (30 pour 1.000) atteint en 1921. On passe au-dessous de 20 pour 1.000 en 1933 et ce chiffre ne sera plus atteint avant l'invasion (fig. 2). Le taux de fécondité générale tombe de 75 pour 1.000 en 1930 à moins de 60 en 1937.

Encore ce taux relativement favorable n'est-il atteint que grâce à la solidité de la natalité slovaque qui ne descend pas au-dessous de 22 et à celle de la Moravie-Silésie, dont le minimum est de 16. La régression de la natalité est, en revanche, très sérieuse en Bohême où elle se manifeste par une chute du taux brut jusqu'à 13,4 en 1937. Il est facile d'établir un parallélisme entre

le développement de la crise économique et ce recul de la natalité (voir fig. 2). Les chiffres maxima de chômeurs ont été enregistrés entre 1933 et 1936 (maximum : 920.182 en 1933). C'est également pendant cette période que l'on a inscrit le moins de mariages : taux de nuptialité de 7,7 pour 1.000 en 1935 contre 9 en 1930. Sur cette incidence économique vient se greffer l'effet des « classes creuses » des jeunes gens nés entre 1914 et 1918 en âge de se marier vingt ans plus tard. La dépression de la natalité a donc une double cause, économique et démographique, qui explique son exception-

nelle gravité. L'importance relative du facteur économique est mise en lumière par la situation particulièrement critique des régions industrielles, spécialement en Bohême.

Pendant cette même période, la mortalité (fig. 2) a été heureusement réduite. Alors qu'elle était encore de 17,7 pour 1.000 en 1919 et de 15,6 en 1928, elle passe au-dessous de 14 à partir de 1932. La mortalité infantile se maintient, cependant, à un taux assez élevé : 120 à 125 pour 1.000 pour l'ensemble de la Tchécoslovaquie, 100 environ pour les pays tchèques.

L'accroissement naturel est passé par un maximum de 12,23 en 1923. Mais il tombe à 8 en 1928 et à 3,2 en 1937. A ce moment, il provient à peu près exclusivement des pays slovaques et de Moravie-Silésie. La Bohême ne s'inscrit plus que pour des valeurs inférieures à 1 pour 1.000. La période d'augmentation naturelle de la population pouvait être considérée comme parvenue très près de son terme à la veille de la deuxième guerre mondiale (1).

Comme il est naturel de s'y attendre, en raison du rôle joué par la crise économique dans la réduction de la natalité, celle-ci est particulièrement sensible dans les villes dont la population vivait essentiellement de l'activité des industries et du commerce. En 1938, alors que la situation s'était déjà sensiblement améliorée du point de vue économique, le taux de natalité était de 10 dans les villes de 50 à 100.000 habitants, de 10,45 dans celles de plus de 100.000, tandis qu'il atteignait dans les agglomérations rurales de moins de 2.000 habitants 16,72 pour 1.000.

Tableau comparatif des taux de nuptialité, natalité et mortalité suivant les dimensions des agglomérations, en 1938 (Pays tchèques) (1)

Agglomérations	Taux de nuptialité	Taux de natalité	Taux de mortalité	Accroissement naturel
de moins de 2.000 hab.	7,13	16,72	13,18	3,54
de 2.000 à 5.000..	7,15	15,06	12,62	2,44
de 5.000 à 10.000..	7,71	13,06	12,49	0,57
de 10.000 à 20.000..	7,72	11,13	13,52	— 2,39
de 20.000 à 50.000..	8,17	11,98	10,05	1,93
de 50.000 à 100.000..	7,82	10,00	8,53	1,47
de plus de 100.000...	10,17 (2)	10,45	10,87	— 0,42

(1) Ce tableau est extrait de l'étude de V.S., Mesto a venkov prirodzene mene obyvatelstva. Stadt und Land in der natürlichen Bevölkerungsbewegung. **Statistický Zpravodaj**, V, Praha, 1942, n° 4, mai 1942, p. 153-156, qui ne porte, malheureusement, du fait de l'époque à laquelle elle a été écrite, que sur les pays occupés par les Allemands entre 1939 et 1945 (« Protectorat » de Bohême-Moravie).

(2) Les taux de nuptialité subissent déjà à cette époque les effets de la reprise générale du travail pour la guerre, en dépit de l'incertitude de l'avenir en cette année 1938.

(1) Il sera du plus haut intérêt de demander aux services statistiques de la République tchécoslovaque les données numériques précises sur les taux de reproduction nette qui permettront de tracer les perspectives exactes de l'évolution démographique.

On remarque tout particulièrement la sensibilité à la crise des villes moyennes vivant habituellement d'une seule forme d'activité industrielle ou, au plus, de deux ou trois branches spécialisées. La crise y a été d'autant plus sévère que les chômeurs avaient peu de chance de retrouver un emploi sur place. Et, en même temps, les conditions sanitaires y étant moins bonnes que dans les grandes villes, la mortalité y reste relativement élevée.

Des indications complémentaires sont fournies par l'examen des conditions de la natalité à l'intérieur des différentes catégories professionnelles. En 1938, sur 100 naissances, 30 étaient de premier rang chez les chefs d'exploitation agricoles, 29,6 de second rang, 17,7 de troisième rang, 22,6 de quatrième rang ou de rang supérieur; chez les ouvriers agricoles, les chiffres correspondants étaient de 26,3, 25,8, 16,9 et 31, tandis que, chez les fonctionnaires et les employés de premier ordre, les proportions équivalentes étaient de 63,3, 28,5, 5,7 et 2,5, chez les employés subalternes de 51,5, 28, 10,8 et 9,7 et chez les travailleurs industriels de 44,5, 27,9, 13,1 et 14,5. Il apparaît, à la lumière de ces chiffres, que les familles nombreuses (plus de 3 enfants) étaient courantes à la campagne, tandis qu'elles étaient l'exception dans la classe moyenne urbaine et la minorité dans la classe ouvrière (1).

On peut déduire de ce qui précède, à titre de première approximation, qu'au cours de la période de la Première République tchécoslovaque (1919-1938), la situation démographique de la Tchécoslovaquie s'est aggravée, malgré une très sérieuse amélioration de l'hygiène publique et une réduction correspondante de la mortalité, du fait de la diminution de la natalité et du vieillissement consécutif de la population. Même sans disposer des informations précises que fourniraient les taux de reproduction, on peut affirmer qu'une population dont les moins de vingt ans représentent moins du quart de l'effectif total, est vouée à une diminution inéluctable et relativement rapide. Cette diminution n'est pas générale, elle intéresse les pays tchèques, spécialement la Bohême. Au contraire, la population slovaque assure largement son renouvellement et, en 1938, bénéficiait de perspectives d'avenir positives. Les classes sociales les plus directement atteintes par la dénatalité sont les classes urbaines d'employés, d'artisans, de petits commerçants et d'ouvriers d'usines, les plus directement touchées par la crise — plus de la moitié de la population. Les causes principales de la brusque aggravation de la situation démographique de la Bohême étaient la répercussion de la baisse de natalité pendant la première guerre mondiale et les effets de la crise économique sur la condition sociale. Ces causes ont cessé de faire sentir leurs effets surtout à partir de 1938-1939.

(1) D'après une étude anonyme parue sous le régime de l'occupation allemande dans *Statistische Nachrichten*, nr. 7, juli 1944, p. 183-185 : *Der Geburtenanstieg nach sozialen Gruppen*. Malheureusement, les renseignements donnés ne concernent que les pays tchèques.

3. La reprise de la natalité et la politique familiale de la III^e République. De 1938 à 1946, les taux de natalité se sont sensiblement relevés, et, comme la mortalité n'a dépassé nettement les taux moyens de la période antérieure qu'en 1945, année des combats libérateurs, l'excédent naturel s'est révélé assez vite d'une importance notable : en sept ans, plus d'un demi-million. *Les variations subissent une différenciation régionale de sens inverse de celles qu'on avait enregistré au cours de la baisse de natalité de la période antérieure.* Le relèvement est très modéré en Slovaquie où l'accroissement est inférieur à 2 pour 1.000 par rapport aux plus basses valeurs enregistrées (22,6 en 1937, 24,2 en 1942). En revanche, il est beaucoup plus sensible en Bohême où la chute avait été brutale : on passe ici de 13,4 en 1937 à 19,7 en 1944. L'année 1945 marque inévitablement un recul (16 pour 1.000), mais à partir de mars 1946 (neuf à dix mois après les combats de la Libération), il est né en six mois 111.000 enfants pour l'ensemble des pays tchèques (Bohême, Moravie, Silésie) contre 156.000 pour l'ensemble de l'année 1937 et 230.000 pour l'ensemble de l'année 1944. Le rythme de 200 à 225.000 naissances par an correspond donc à une moyenne pour les huit dernières années et le taux de 20 pour 1.000 paraît devoir être assez facilement atteint par les pays tchèques, tandis que la Slovaquie tend vers 25, avec plus de 90.000 naissances.

Cette recrudescence de la natalité ne peut être attribuée au seul accroissement des mariages. Les taux de nuptialité sont demeurés à peu près constants depuis 1936 (voisins de 8), à l'exception d'une courte période de recrudescence des mariages correspondant à la détente relative succédant à la crise de Munich : 11 en 1939, 10 en 1940. Seule, la Slovaquie a enregistré une reprise de la nuptialité continue à partir d'un minimum atteint en 1938, 6,5. Il s'agit donc, beaucoup plus que de la fondation de foyers nouveaux (1), d'une augmentation du nombre des enfants des ménages existants, et ceci spécialement dans les pays tchèques. On y a vu croître, en effet, le nombre des enfants de premier rang de 29,3 % seulement entre 1938 et 1942, tandis que celui des enfants de deuxième rang augmentait de 38,5 % et celui des enfants de troisième rang de 32,5 %. Le nombre des familles à enfant unique s'est donc notablement réduit. On peut suivre l'évolution de la reprise de la natalité au cours des années 1938-1942 dans les différentes classes sociales des pays tchèques grâce à l'étude déjà citée (2). Les propriétaires paysans et les travailleurs agricoles n'ont que peu participé à la progression démographique, du fait qu'ils n'avaient pas connu la dépression antérieure d'une manière aussi sensible. Le taux de natalité dans les communes de moins de 5.000 habitants

(1) En 1937, pour 114.613 mariages enregistrés en 1936, le nombre total d'enfants nés vivants a été de 235.858 ; en 1943, pour 132.000 mariages enregistrés, le nombre correspondant de naissances viables est de 313.000. Les accroissements respectifs des nombres de mariages et de naissances sont de 15 % et de 33 %.

(2) Ci-dessus p. 285.

n'augmente que de 2 pour 1.000 (Il est à remarquer que cet accroissement très modéré est du même ordre de grandeur que celui que l'on enregistre pour la Slovaquie également rurale et également moins touchée par la dépopulation que les villes tchèques). En revanche, l'accroissement des enfants de deuxième rang et de troisième rang dans la catégorie sociale des fonctionnaires et employés est très sensible : tandis que ces enfants ne représentaient dans les familles de ces catégories sociales que 28,5 et 5,7 % des naissances en 1938, ils constituent 31 % et 8 % des naissances en 1942. Dans la classe ouvrière, on note une évolution de même sens. Tandis que les naissances de deuxième et troisième rang n'y intervenaient en 1938 que pour respectivement 27,9 et 13,1 %, elles s'inscrivent en 1938 pour 30,3 % et près de 14 %. En revanche, l'accroissement du nombre des enfants ne s'étend pas sensiblement au-dessus de 3.

Cette reprise de natalité coïncide avec la disparition du chômage, beaucoup plus qu'avec l'entrée en ligne de compte des générations nombreuses nées entre 1918 et 1921, puisqu'elle n'est pas concommittante avec les données de nuptialité. Les taux de fécondité ont recommencé à monter dès 1935, c'est-à-dire dès que la multiplication des commandes aux industriels travaillant directement ou indirectement pour la guerre a assuré la reprise du travail par le plus grand nombre de chômeurs et l'embauche des jeunes. Mais, comme à ce moment les générations de jeunes gens étaient des classes creuses, les chiffres absolus de naissances sont restés assez bas. Ce n'est qu'en 1937 que les chiffres absolus commencent à monter. Cette courbe ascendante est interrompue par la crise de 1938-1939 qui freine la nuptialité. Mais dès 1939, pendant toute la période du Protectorat, l'évolution démographique se poursuit favorablement. Il y a à cela diverses causes de natures très différentes. La principale est certainement que jusqu'à l'époque des déportations massives dans les usines allemandes (1944), la condition matérielle du prolétariat a été relativement favorable : plus de chômage, salaires suffisants, surtout pour les jeunes, plus de service militaire — cette dernière conjoncture ayant avancé pour beaucoup de jeunes gens l'âge du mariage explique l'accroissement exceptionnel de la nuptialité en 1939-1940 signalé plus haut. Il est à peu près certain aussi que beaucoup de familles tchèques ont conçu la venue d'un enfant nouveau comme un acte d'espoir dans les destinées de la nation tchèque. Le cercle de famille est devenu à cette époque le dernier refuge de l'esprit national et l'on tend à l'élargir. Enfin, la mobilisation industrielle des femmes par les Allemands, à l'exception des femmes enceintes et des mères d'enfants en bas-âge, a décidé un nombre certainement non négligeable de femmes à avoir un enfant de plus pour échapper à la réquisition (à partir de 1942).

A la fin de l'année 1944, la situation devient moins favorable. La disette est cruelle, le nombre des jeunes gens envoyés dans les usines allemandes s'accroît; beaucoup de requis passent aux maquis. La nuptialité baisse sensiblement, et, jusqu'à la fin

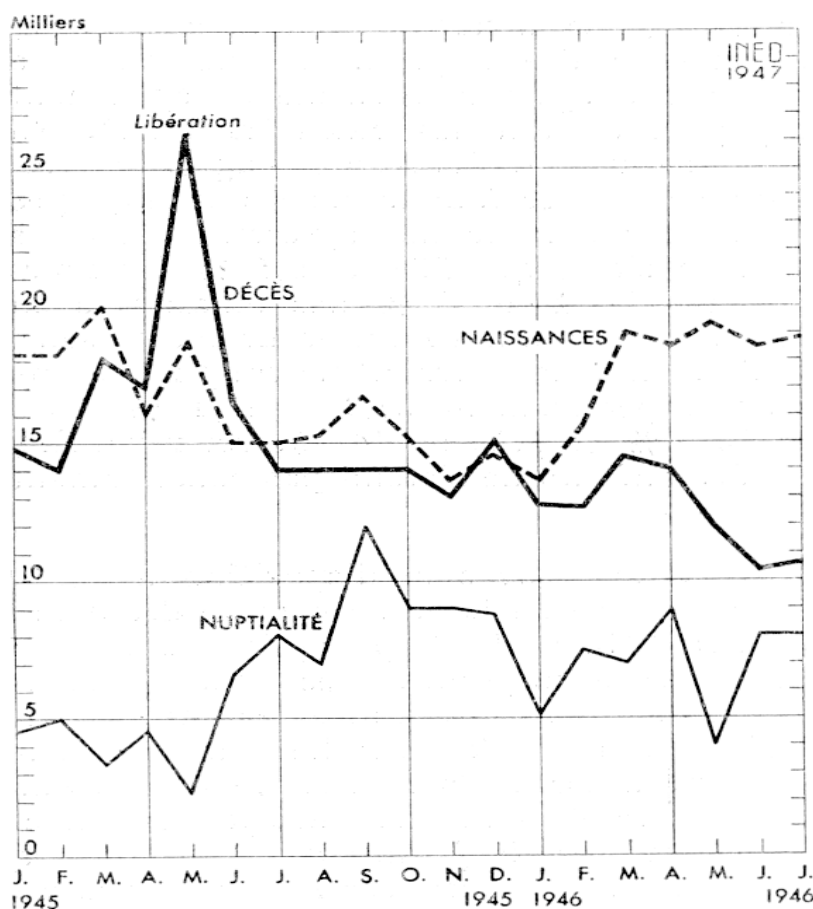


Fig. 3. — Mariages, naissances, décès en milliers par mois du 1^{er} janvier 1945 au 1^{er} août 1946.

de 1945, les conditions historiques et économiques sont défavorables. Les variations de détail des courbes de nuptialité et de natalité établies d'après les données mensuelles montrent avec quelle fidélité l'évolution démographique se conforme à ces conditions (fig. 3). A partir de la Libération, les retours de prisonniers, de combattants, de déportés, l'installation des jeunes dans les régions frontières « dégermanisées », ont stimulé à la fois la nuptialité; le retard des 18 mois antérieurs est comblé par une véritable épidémie de mariages : 12.000 en septembre 1945 dans les pays tchèques, contre 6.000 le mois précédent et 7.000 à 8.000 en année moyenne. Les

conditions économiques sont très favorables : la planification de l'économie et les tâches de la reconstruction garantissent du travail et un salaire satisfaisant à tous (1). Les conditions morales sont également très positives. L'enthousiasme national, la volonté de faire de grandes choses dans un petit Etat dont on déplore toujours les modestes dimensions et la pénurie numérique d'hommes, encouragent la croissance de la famille.

Le plan de deux ans envisage déjà une première tranche de grands travaux d'équipement social, répondant aux besoins des familles en passe d'accroissement.

La législation familiale. La première mesure de législation familiale appliquée en Tchécoslovaquie fut prise en faveur des fonctionnaires (statut de 1926). Elle leur accordait une

(1) Actuellement, les conditions matérielles se trouvent à peu près identiques à celles de 1939 : l'indice général des prix de gros s'est élevé de la base 100 (mars 1939), à 292 en août 1946, tandis que l'indice des salaires industriels moyens a atteint le même mois 302,6. A Prague, l'indice du coût de la vie pour une famille ouvrière est passé de la base 100 à la même époque au taux de 308,9 et pour une famille d'employé à 284,8 (*Statistický Zpravodaj*, IX, 1946, Prague, n° 10, octobre 1946, p. 333-334).

indemnité pour charges de familles de 1.800 couronnes par an et par enfant. Jusqu'en 1941, le chef de famille intéressé ne pouvait cumuler que deux indemnités, même s'il avait plus de deux enfants n'ayant pas atteint l'âge de l'entrée dans la production. A partir de 1941, le bénéfice de cette allocation a été étendu à tous les enfants de fonctionnaires quel que soit leur nombre par famille.

En 1945, le régime des allocations familiales a été étendu à tous les salariés. « Chaque salarié inscrit à l'assurance publique contre la maladie reçoit de sa caisse d'assurance publique une allocation de 150 couronnes par mois pour chacun de ses enfants, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de travailler. »

En avril 1947, deux projets déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale introduisent la notion de progressivité dans le système des allocations familiales : l'indemnité annuelle pour le premier enfant resterait de 1.800 couronnes, mais le chef de famille toucherait pour deux enfants, 4.200 couronnes, pour trois, 7.200, pour quatre 10.800, pour cinq, 15.000, pour six, 19.800, pour sept, 25.200. Au-dessus de sept chaque enfant donnerait droit à une allocation supplémentaire de 6.000 couronnes.

L'assurance publique contre la maladie verse également à ses cotisants une prime de 100 couronnes pour chaque naissance. Si la mère est inscrite à l'assurance maladie, c'est-à-dire, en général, si elle travaille (1), les frais d'accouchement et d'assistance médicale sont remboursés. Dans ce cas également, une indemnité minima de 5 couronnes par jour est payée pendant trois mois (six semaines avant et six semaines après l'accouchement) et une prime d'allaitement est éventuellement versée au taux de 2,50 couronnes par jour. A la fin de l'année 1945, ces taux ont été doublés : prime à la naissance 200 couronnes, allocation journalière des femmes en couches 10 couronnes, prime d'allaitement 5 couronnes. Cette augmentation a été justifiée par le blocage des salaires et des prix à un indice voisin de 300 (1939 = 100), contre 200 au début de la même année. Toutes les femmes inscrites à l'assurance publique reçoivent à l'occasion de leur mariage une prime calculée d'après la classe de salaires et variant de 500 à 1.500 couronnes. Les indemnités demeurent modiques par rapport aux salaires mensuels moyens de l'industrie qui sont de l'ordre de 2.000 couronnes (11 couronnes de salaire horaire pour les hommes, 8,60 pour les femmes).

L'ensemble de ces mesures a été codifié et leur application élargie par la loi toute récente sur l'assurance nationale promulguée à l'automne 1946. Désormais, le bénéfice des allocations familiales de toutes catégories est étendu à toute la population. Il n'y a donc plus de distinction entre les femmes qui travaillent et celles qui ne travaillent pas. Les paysans sont également couverts. Les services officiels considèrent que cette mesure permettra de réduire sensiblement la mortalité infantile en invitant les familles paysannes à

(1) Les femmes peuvent également être inscrites sur le compte de leur mari si elles ne travaillent pas, sous certaines conditions particulières.

consulter le médecin, du fait que les frais médicaux sont remboursés par l'assurance (1).

La répartition des impôts tient également compte des charges familiales. La loi 161 de 1945 fixe pour l'impôt sur le revenu des taux d'abattement à la base conformes au barème suivant :

pour une personne seule.....	15.000	couronnes,
pour une famille de deux personnes...	18.000	—
pour une famille de trois personnes...	21.000	—
pour une famille de quatre personnes.	24.000	—
pour une famille de cinq personnes...	25.000	—

plus 4.000 couronnes par personne supplémentaire au-dessus de cinq. En outre, les chefs de familles nombreuses peuvent solliciter une réduction exceptionnelle de l'impôt établi.

Indépendamment de l'aide financière apportée aux familles, en raison du nombre de leurs enfants, le gouvernement étudie un plan d'équipement social qui ne pourra entrer en exécution qu'une fois faites les dépenses d'investissement de première urgence pour le rétablissement de la production.

« Le gouvernement attache un intérêt exceptionnel aux soins à donner à la mère et à l'enfant dans le sens le plus large du terme. Il faut abaisser par tous les moyens le haut pourcentage que présente la mortalité infantile et favoriser les mesures qui tendent à augmenter le chiffre de la population. Il fera tous ses efforts pour que le travail des femmes dans le ménage trouve au point de vue économique et social l'appréciation qu'on lui doit... La politique actuelle du logement sera soumise à une révision et la question sera résolue dans l'intérêt des masses du point de vue de l'Etat tout entier. Il sera spécialement tenu compte des familles nombreuses. » (Le programme de reconstruction nationale du cabinet GOTTWALD, 8 juillet 1946. Prague, Edit. du ministère de l'Information.)

Un problème particulièrement délicat est la conciliation de la politique familiale avec l'appel pressant, adressé aux femmes, d'entrer dans la production pour permettre de réaliser le plan de deux ans qui exige l'incorporation de 400.000 travailleurs supplémentaires, après l'expulsion des Allemands. Il n'échappe pas aux pouvoirs publics que le travail de la femme à l'atelier ou au bureau n'est compatible avec ses obligations familiales que dans la mesure où existe une solide armature d'institutions sociales allégeant les charges de la mère de famille : distribution de repas, buanderies d'immeubles ou de quartiers, crèches, centres d'alimentation pour nourrissons, garderies, jardins d'enfants, patronages, etc. En attendant la réalisation de cet équipement social qui n'existe que frag-

(1) Parallèlement, on s'efforce d'accroître le nombre des médecins, notoirement insuffisant du fait de la fermeture des facultés pendant l'occupation et de la disparition des médecins israélites assassinés par les Allemands. Trois facultés de médecine ont été ouvertes en province. Les médecins contrôleront l'activité des assistantes sociales. Chaque établissement employant plus de 300 ouvriers et ouvrières a *ipso facto* une assistante sociale.

mentairement, on a songé au système du travail à mi-temps pour les femmes (1).

4. Emigration et retours d'émigration. Sous la Première République, l'émigration, suite de celle des Slaves de la monarchie austro-hongroise avant 1914, a continué à répandre des Tchèques et surtout des Slovaques en Europe et dans les pays d'outre-mer. Le nombre moyen annuel des départs a été de l'ordre de 4.000 pour les Tchèques, de 10.000 pour les Slovaques, au moins jusqu'en 1935. L'émigration résultait, surtout en Slovaquie, de la misère agraire qui ne permettait pas de supporter l'accroissement démographique naturel.

Avant la guerre, on estimait à 2.500.000 le nombre des Tchèques et des Slovaques vivant à l'étranger. Plus de la moitié ont acquis des nationalités étrangères. La plus grosse collectivité tchécoslovaque émigrée est, de beaucoup, celle des Etats-Unis : 1.300.000 dont 970.000 naturalisés américains. Vient ensuite la population slovaque incorporée à l'Etat hongrois (300.000). Les Etats européens comportant en nombre appréciable des résidents d'origine tchécoslovaque sont la Yougoslavie (140.000 dont 38.000 non naturalisés), l'Autriche (80.000), la Roumanie (42.000 dont 6.500 non naturalisés, l'U.R.S.S. (50.000 en Volhynie), la France (30.000 en 1944), etc.

Les besoins de main-d'œuvre de la III^e République et l'enthousiasme national suscité par les réformes économiques et sociales et la mise en application du plan de deux ans, ont provoqué des retours : 15.000 Tchèques et Slovaques ont quitté la France (des mineurs notamment), 2.500 la Grande-Bretagne, 3.500 l'Autriche. Des demandes de rapatriement avaient été déposées au milieu de l'année 1946 pour 20.000 Tchèques et Slovaques demeurant en Autriche, plusieurs milliers de Pologne, de Roumanie. Le retour des Tchèques de Volhynie a été consenti par l'U.R.S.S. Par contre, les retours d'Amérique sont prévus en petit nombre seulement (de la part de Slovaques résidant au Canada surtout).

Au total, on admet généralement, à Prague, que sur un million environ de Tchèques et de Slovaques ayant conservé la nationalité tchécoslovaque à l'étranger, les retours s'établiront autour de 200.000, au mieux de 300.000 individus, soit un appoint de l'ordre de 100 à 150.000 personnes actives.



Au 31 décembre 1946, le nombre des habitants de la Tchécoslovaquie s'élevait — d'après le recensement effectué par l'*Office national de statistique* — à 12.003.000, contre 13.683.000 au début de l'année. La diminution, par rapport au recensement du 31 décembre 1938, est de 2.606.102 personnes. Mais si l'on défalque les 725.000 habitants de l'Ukraine subcarpatique dont le territoire a été rétrocédé à la République soviétique d'Ukraine, le déficit de population, dans les limites actuelles de la Tchécoslovaquie, est de

(1) Il y avait, en octobre 1946, 2.400.000 femmes en âge de travailler en dehors de la production. On souhaitait en employer 200.000, célibataires, mères d'enfants déjà âgés, etc.

moins de 2 millions, inférieur de plus de 600.000 individus au nombre des Allemands transférés, ce qui revient à dire que la population tchèque et slovaque a augmenté d'environ un demi-million d'hommes depuis huit ans (1).

Bien que la densité moyenne demeure de 105 au kilomètre carré en Bohême, de 115 pour la Moravie-Silésie et de 70 pour la montagneuse Slovaquie, la Tchécoslovaquie se trouve, dans les conditions actuelles de son équipement et de ses besoins économiques, en sous-peuplement. Elle a également besoin d'hommes pour assurer sa sécurité. Aussi, les rapports et les discours officiels rappellent-ils sans cesse que l'expulsion des Allemands implique un effort immédiat de mobilisation de toutes les forces productives disponibles dans la nation et une politique de la population.

Avec sa clairvoyance et sa rude franchise, le Président BENES, dans son message de Noël 1946, a attiré l'attention de ses concitoyens sur les dangers qui menacent la Tchécoslovaquie et sur les devoirs de ses fils pour les conjurer :

« Il ne se passera pas longtemps avant que les Allemands, tels que nous les connaissons, commencent à nier leur responsabilité dans le déclenchement de la plus formidable catastrophe que le monde ait connue. Ils la rejeteront sur quelques individus. Il faut prévoir qu'ils commenceront à parler de l'injustice commise à l'égard de leurs frères transférés hors de notre territoire, alors que les puissances victorieuses ont reconnu notre droit à nous séparer de félons et de traîtres. Aussi, je vous le répète : « Préparons-nous en vue du moment où nous devons nous défendre. »

Le Président appelle ses concitoyens à combler la brèche creusée dans la population par l'année 1945, glorieuse puisqu'elle fut celle des combats libérateurs de Prague, mais humainement coûteuse, puisque, du fait de l'accroissement du nombre des décès, l'excédent des naissances est tombé à 7.928 contre 80.000 en 1938, et il proclame avec force : « *La règle des trois enfants au moins doit être remplacée par celle des quatre enfants au moins.* »

Pendant les *six premiers mois* de 1946, dans les seuls pays tchèques, il est né 104.486 enfants vivants (contre 76.358 décès), soit un accroissement naturel d'un peu moins de 30.000, auquel il faut ajouter un excédent naturel de 15.000 individus pour la Slovaquie. Il semble donc que le chiffre d'accroissement naturel des années 1939-1943 (moyenne de 90.000) soit rejoint. A ce rythme, il faudrait vingt ans pour compenser le déficit résultant du transfert des Allemands, à condition que les taux de reproduction nette permettent de compter normalement sur la constance de cet excédent naturel. On conçoit le désir du Président BENES de voir accélérer l'évolution démographique. Une réduction substantielle de la mortalité infantile y contribuerait sensiblement, mais le dernier mot reste à l'accroissement de la natalité, c'est-à-dire au sentiment national, et le thème du message du Président BENES pourrait se résumer ainsi : l'avenir est dans le travail et dans la croissance de la nation.

Pierre GEORGE.

(1) Sans compter les Allemands qui ont devancé le transfert.